

LA SOCIALE

JOURNAL DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES DU
SECTEUR COMMUNAUTAIRE



INITIATIVE DE L'INDUSTRIAL WORKERS OF THE WORLD (IWW) DE MONTRÉAL

VOL. 3 MAI 2015

C'EST UN DRÔLE DE MILIEU DE TRAVAIL, QUE CELUI DU COMMUNAUTAIRE.

Bien ancré dans son environnement, on est ici en contact constant avec la population, à lui scruter l'épiderme, à lui épilucher le moral dans ses tréfonds. Accompagnement, soutien, services en tout genre, empowerment, name it, les intervenant-e-s marchent côte à côte avec leurs gens. Et pas que pour les moments de liesse, est-il nécessaire de le mentionner? C'est un lien privilégié, gagné par la confiance, tissé serré. Conséquemment, outre les populations concernées, les employé-e-s du communautaire sont de fait les plus à même d'observer et comprendre la source de nombre de problématiques sociales. Et donc d'y apporter des solutions, ou d'en soutenir les initiatives. Mais cela, tant et si bien qu'une certaine marge de manœuvre est permise.

Pourtant, malgré cela, quand vient le temps de réfléchir sur la nature, la mission et l'orientation d'un organisme, on leur demande de respecter leur rang. Hiérarchie prévaut, coûte que coûte! Connais ta place et tais-toi! Et en cette époque austère, avec

les pontes de la finance qui décident qu'y en a marre, que l'onéreuse digue solidaire doit sauter, et qu'au final, on laissera la population se coltiner la facture et les pots cassés, on est ici au front. Responsabilité collective, donc vache maigre pour tout le monde, sauf pour les potes, que les gourous du politique brament. Alors, ils exigent la rationalisation des bourses les plus vulnérables et imposent la précarité dans les organismes communautaire. Merde ceci, merde cela, on coupe tout azimuth. Directement ou indirectement, qu'importe.

Mais tâter le pouls des services

sociaux et des personnes dont la santé et le bien-être en dépendent, ça ne se fait pas entre deux rencontres au sommet, à tripoter des chiffres et statistiques glanés ça et là. Ce n'est pas du haut de sa tour d'ivoire, le cul au chaud dans des draps de soie, qu'on constate l'étendue d'un merdier socioéconomique provoqué, c'est sur le terrain.

Faire autant avec moins, et prouver l'utilité de sa job, en chiffres, de manière quantifiable, voilà les mots d'ordre. Le travail au quotidien dans le communautaire, et sa finalité, c'est souvent autrui en haut qui en dicte la

QU'EST-CE QUE L'IWW/SITT?

L'Industrial Workers of the World (IWW), ou son nom français, Syndicat Industriel des Travailleuses et des Travailleurs (SITT), est un syndicat fondé en 1905 qui prône le syndicalisme de combat et révolutionnaire. En plus de défendre un syndicalisme basé sur la solidarité de la classe ouvrière et ce, partout dans le monde, nous pensons qu'il faut regrouper l'ensemble des travailleuses et des travailleurs au sein d'une grande organisation visant à établir une société gérée démocratiquement par ces derniers et ces dernières, sans patron.

Adresse courriel : iww_quebec@riseup.net

Site web : <http://sitt.wordpress.com/>

SUITE DE L'ARTICLE : C'EST UN DRÔLE DE MILIEU DE TRAVAIL, QUE CELUI DU COMMUNAUTAIRE.

couleur et la valeur, à sa guise, et pas toujours dans notre intérêt et celui de la population. Et ils sont nombreux, ces sociopathes de la nouvelle gestion publique, à exiger des redditions de compte. Il y a, justement, les spécialistes de la gestion, mais aussi les bâilleurs de fonds, les cadres apolitiques, les cadres avec visée politique, les politiciens locaux, les caisses de charité, les conseils d'administration, les directeurs de centre, un éventail de boss, etc. Un tas de gens aux titres pompeux et aux idées calculables.

Et c'est bien là que le bat blesse. Car, dans le communautaire, autant pour les personnes qui en bénéficient que pour celles qui y œuvrent, les attaques proviennent de partout. D'un bord, il y a les instances, privées et publiques,

qui accordent le financement et en déterminent les conditions; de l'autre, il y a cette hiérarchie bureaucratique et technocratique qui vient dépouiller de leur pouvoir les travailleurs et travailleurs du communautaire ainsi que la population. Et il est facile pour les uns et les autres de se renvoyer la balle, de brouiller le jeu, de se déresponsabiliser.

À ces multiples sphères décisionnelles auxquelles répondre, vient souvent s'ajouter l'absence d'une structure de solidarité entre les acteurs et actrices du milieu communautaire. Parce que si occasionnellement, surtout lorsque des coupures s'annoncent, l'adversaire est commun, le combat se fait individuellement, ou organisme par organisme. Certes, les ordres professionnels ont une

certaine influence, et certains secteurs sont syndiqués, mais le milieu en soi n'intéresse pas les centrales. La raison est simple : de petits groupes, des salaires raisonnables mais sans plus, donc, de petites cotisations sur lesquelles se mettre la dent. Et les syndicats corporatistes n'aiment pas se déplacer pour des bagatelles.

C'est à la lumière de cet état de fait que le Syndicat industriel des travailleuses et des travailleurs (SITT-IWW) en appelle à la réappropriation de leur milieu de travail par les employé-e-s du communautaire! La lutte, en solitaire, négalera jamais le pouvoir collectif que peuvent se donner les gens qui s'organisent!

Gens du communautaire, it's time to organize!

LA LUTTE POUR LES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE

Six centres d'éducation populaire, soit les Ateliers d'éducation populaire du Plateau, le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, le Centre éducatif et communautaire René-Goupil, le Comité d'éducation aux adultes de la Petit-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA), le Comité Social Centre-Sud et le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve, ainsi que deux organismes (La Maison St-Charles et La Maison du Partage d'Youville), risquent de fermer leurs portes à la fin de leurs baux en plus de voir leur financement baisser.

Ces fermetures auraient un profond retentissement sur la vie de quartier, car ces centres dépannent en offrant des services soit alimentaire, de cuisine populaire, de vêtements ou autres, de location de salles à prix modique. Mais également, ils éduquent par des ateliers, des cours, de la formation, des sorties organisées, etc., ils luttent pour la défense des droits relatifs au logement, à l'alimentation, ils donnent des cours de langue française, d'informatique et autres. On veut éliminer des organismes qui sont un élément essentiel à la vie sociale d'un quartier et qui, de plus, empêchent les gens de tomber dans la misère et la solitude.

Plusieurs groupes communautaires ont pignon sur rue dans ces anciennes écoles de quartiers qui sont devenues des centres d'éducation populaire, des comités logements, des groupes de défense de toutes sortes. Mais ces

SUITE DE L'ARTICLE : LA LUTTE POUR LES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE

pilliers ne peuvent survivre sans les montants qu'ils reçoivent; advenant la fin des subventions, plusieurs de ces lieux de rassemblement et d'apprentissage se retrouveront sans local et devront donc fermer. De plus, conséquemment, les travailleurs et travailleuses du communautaire, déjà précaires, risquent de perdre leurs emplois

Le gouvernement, au travers de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), s'attaquent aux plus démunis, aux travailleurs et travailleuses du communautaire, ainsi qu'à ceux et celles vivant du salaire minimum qui, à cause des augmentations de loyer et du prix des denrées alimentaires,

vont devoir travailler 60-80 heures par semaine pour arriver, comme c'est le cas aux États-Unis. Ces gens ne pourront plus se tourner vers un organisme dans leur quartier pour les aider, les plongeant ainsi dans un isolement financier et social. Ce n'est certainement pas en éliminant celles et ceux qui aident les moins bien nantis à survivre qu'on va éliminer la pauvreté.

Dans des discussions récentes, on offrait une entente sur deux ans, un an de bon financement et la deuxième année, «l'autogestion», soit en un mot : débrouillez-vous pour payer les taxes, l'électricité et le chauffage de ces vieux bâtiments qui nécessitent déjà

des réparations. Devant le refus et la grogne qui a eu lieu au 1er mai, journée de grève générale au Québec, et les actions qui ont précédé cette journée, le gouvernement Couillard leur a donné un an de sursis. Que nous réserve le gouvernement dans un an ? Est-ce une ruse pour diviser et faire oublier leur lutte si importante pour un quartier solidaire?

Il faut se mobiliser, lutter pour empêcher ces fermetures dans nos quartiers. Voici quelques endroits qui ont décidé de lutter pour leur survie et qui auront besoin de votre appui d'ici un an:

- InterCEP

<http://www.icea.qc.ca/site/tags/intercep> : Si vous voulez connaître le centre de votre quartier, voici un organisme qui regroupe tous les centres d'éducation populaire.

- Le Comité Social Centre-Sud (1710 Beaudry)

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/sauvonslecomitesocial?fref=ts>

- Le CÉDA (2515 rue Delisle)

514-596-444

- Le Carrefour de Pointe St-Charles (2356, rue Centre)

514-596-4444

Ils ont une page Facebook :

Sauvons le Carrefour de Pointe St-Charles.

Leur bail prenait fin le 31 mai 2015 + des coupures

Et les deux organismes :

- La Maison St-Charles (1945, Mullins)

Verrait sa vocation changée à celle d'une école, donc tous les groupes seraient jetés à la rue.

- La Maison du Partage d'Youville (2325, rue Centre, local 002)

514-935-9846

Cette banque alimentaire du quartier fermerait ses portes, faute de financement.

LES MARGINAUX DE LA GRÈVE

PAR CAM

Nombreux sont les organismes communautaires de Montréal, et ailleurs au Québec, que l'on a vu dans la rue le 1er mai. Parce que victimes d'une politique d'austérité, ils se sont déclarés en grève pour cette journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

Sous le prétexte de défendre, entre autre, des valeurs de justice sociale, nous ne voulons pas accepter nos salaires de misère et nos conditions de travail précaires. Si nous entendons ce terme de justice sociale comme une construction politique visant l'égalité des droits et la solidarité collective, alors oui, être en grève est pertinent. Se positionner, c'est d'une part, démontrer notre colère face à nos organismes qui sont en danger et nos emplois en péril, mais c'est aussi par solidarité pour les personnes que nous rejoignons qui sont tout autant menacées par le contexte d'austérité. Il serait irréaliste d'imaginer qu'aucune personne n'est touchée par au moins une réforme.

Certains ont fait cependant le choix de ne pas se mettre en grève. Non pas qu'ils ne se sentent pas concernés, mais plutôt dans un souci d'être présents pour les personnes rejointes. La question de la grève fait alors polémique. Les services de santé ou les organismes communautaires (et souvent les boss) mettent



alors en exergue leur conscience professionnelle. Et pourtant, nous nous défendons de ne pas être des services de charité !

Alors, pourquoi revenir à cet altruisme excessif lorsqu'il s'agit de se déclarer en grève?

On entend alors les arguments suivants : « nous ne pouvons pas nous permettre d'être fermés », « pour les gens nous devons être là »... L'injonction de la présence s'allie alors à un altruisme excessif. Se mettre en grève semble créer un problème de conscience.

Et pourtant, ces arguments sont-ils vraiment défendables?

Oui, nous accompagnons les personnes dans diverses demandes. Oui, nous rejoignons des personnes exclues. Oui, nos services sont importants et nécessaires. Mais ne confondons pas urgence et nécessité. Nous ne sommes pas des messies, nous sommes là pour répondre à des populations. Il ne s'agit pas de fermer nos services et de disparaître pendant un mois, mais de s'impliquer dans une journée de grève qui nous concerne toutes et tous.

SUITE DE L'ARTICLE : LES MARGINAUX DE LA GRÈVE

Nous travaillons auprès de populations variées. Nous nous adaptons aux populations et aux vécus de chacune. Nous sommes réticent-e-s à l'absolu, nous travaillons dans la nuance. Alors, pourquoi ne pas l'appliquer lors de grèves? Spécialistes de l'adaptation, pourquoi ne pas trouver alors un consensus ? Nous craignons des conséquences si nous sommes fermés. Nous craignons que des personnes puissent être pénalisées de notre absence. Alors, organisons-nous!

Se déclarer en grève n'est pas incompatible avec une possibilité de présence en cas d'urgence (sachons aussi nuancer cette notion d' « urgence »). Cette possibilité n'est certes pas idéale lorsque l'on est travailleuse ou travailleur, d'autant plus lorsqu'il s'agit du 1er mai, cependant, elle permettrait à bien du monde de s'impliquer tout en soulageant leur conscience.

Enfin, nous, organismes communautaires, rejoignons majoritairement des populations précaires et marginalisées. Nous croyons à l'éducation populaire et prônes le « faire avec » plutôt que le « faire pour ». Refuser l'austérité, faire grève le 1er mai, c'est aussi impliquer les

personnes que l'on rejoint.

Une fois de plus, la conscience professionnelle viendra interférer en nous disant que nous ne sommes pas là pour convaincre les personnes ou militer auprès du monde avec lequel nous travaillons. En effet... Agissons cependant et répondons à un de nos rôles primordiaux : l'éducation populaire. Donnons les outils de réflexions, conscientisons les populations sur leur pouvoir d'agir.

Pour en revenir à notre chère conscience professionnelle, expliquons aux personnes pourquoi nous décidons de nous mettre en grève. Expliquons-leur que nous ne défendons pas

seulement nos conditions de travail, mais aussi les services auxquels elles ont accès et qui sont menacés. Expliquons-leur que nous nous mobilisons pour nous toutes et tous. Ne sous-estimons pas les personnes que l'ont rejoint dans leur capacité d'indignation.

Pour cela, nous travailleuses et travailleurs du communautaire, nous devons amener ces réflexions dans nos équipes, auprès de nos collègues. Nous sommes en lien avec le monde, nous sommes les victimes de l'austérité, alors ne laissons pas nos boss décider quand il s'agit de grève!

QU'EST-CE QUE L'IWW/SITT?

L'Industrial Workers of the World (IWW), ou son nom français, Syndicat Industriel des Travailleuses et des Travailleurs (SITT), est un syndicat fondé en 1905 qui prône le syndicalisme de combat et révolutionnaire. En plus de défendre un syndicalisme basé sur la solidarité de la classe ouvrière et ce, partout dans le monde, nous pensons qu'il faut regrouper l'ensemble des travailleuses et des travailleurs au sein d'une grande organisation visant à établir une société gérée démocratiquement par ces derniers et ces dernières, sans patron.

Adresse courriel : iww_quebec@riseup.net

Site web : <http://sitt.wordpress.com/>

COMITÉ COMMUNAUTAIRE

QU'EST-CE QUE L'INDUSTRIAL WORKERS OF THE WORLD (IWW)

Le Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses a pour objectif d'établir la démocratie dans notre vie quotidienne au travail ainsi que dans l'entièreté du système économique. Elle cherche à créer une union. Ses principes d'organisation vont dans le sens de cet objectif, et sont essentiels pour l'atteindre. Ils se fondent sur deux convictions de base : la solidarité et la démocratie au sein du syndicat.

QU'EST-CE QUE LE COMITÉ COMMUNAUTAIRE ?

Le comité communautaire est une branche des IWW qui regroupe des travailleuses et des travailleurs œuvrant dans le secteur communautaire. Nous cherchons à bâtir une solidarité syndicale présente dans l'ensemble du réseau. Nous voulons créer un rapport de force vis-à-vis des bailleurs de fonds qui contrôlent, bien souvent, nos conditions de travail et combattent l'oppression que certains cadres dans le communautaire font vivre à leurs employé-e-s. Nous voulons que les travailleuses et les travailleurs soient bien traité-e-s dans leur milieu et que nos métiers soient d'avantage respectés.

POURQUOI S'IMPLIQUER DANS LE COMITÉ COMMUNAUTAIRE DE L'IWW ?

En réunissant les travailleurs et travailleuses de ce secteur, nous pouvons ainsi échanger nos connaissances et nos réalités. Nous sommes d'abord et avant tout un syndicat géré par ses membres, et ce, sans bureaucratie. Nous voulons améliorer les conditions de travail de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Puisque nous ne sommes pas enregistrés au ministère du travail, nous n'avons pas les contraintes traditionnelles avec l'accréditation syndicale ou la formule rand. Les gens décident individuellement de se syndiquer ou non. Nous sommes libres de nos moyens d'actions et de pressions. Nous gérons notre syndicat sans l'intermédiaire de quiconque.

1ER MAI 2015 DU SITT-IWW

Des milliers de travailleurs et travailleuses venant de la base ont manifesté, bloqué et perturbé l'économie pendant toute la journée du 1er mai 2015. Nous avons été très nombreux-ses à nous opposer au projet libéral du gouvernement et à contester les mesures d'austérité que celui-ci espère nous imposer. La journée internationale de luttes des travailleurs et travailleuses du 1er mai 2015 a été un grand succès.

De nombreuses autoroutes ont été bloquées, des dizaines d'actions de perturbation et blocage ont été menées tel que des occupations de banques et de chantiers de construction. Plusieurs actions directes ont aussi été faites dans la nuit précédant le 1er mai. Le Syndicat Industriel des Travailleurs et Travailleuses/Industrial workers of the world, de Montréal (SITT/ IWW) a participé à cette journée de combat en multipliant les actions et perturbations. Dès le matin, le SITT-IWW Montréal a bloqué les services municipaux de la ville de Montréal en soutien aux cols bleus en lutte, un blocage économique a également été fait en bloquant le service de contrôle du stationnement. Le SITT-IWW a ensuite manifesté aux côtés de dizaines de groupes sociaux et syndicats lors de la manifestation au centre-ville de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services sociaux (« Coalition Main Rouge »).

Pendant l'après-midi, le SITT-IWW a organisé une zone de grève avec un BBQ syndical, en plus de bloquer Brébeuf, la rue où se situent nos bureaux. Ensuite, nous nous sommes joints à la manifestation familiale des quartiers qui a redescendu la ville en provenance de Villeray et marché aux côtés de groupes sociaux en grève ainsi qu'avec les profs contre la hausse (PCLH) , avant de nous joindre finalement à la manifestation anticapitaliste du 1er mai organisé par la CLAC.

LA LUTTE CONTINUE ! Cette journée n'était qu'une prémisse. Il ne s'agissait pas d'un moment isolé, mais bien d'une étape s'inscrivant dans une perspective plus grande ; celle de la lutte de la classe ouvrière face au patronat et au capitalisme. Cette journée démontre la force et la capacité d'auto-organisation des travailleurs et travailleuses. Si ce qui a été fait pour une journée était multiplié à l'échelle d'une semaine, voire d'un mois, aucun gouvernement, aucune répression ne pourrait résister à notre lutte pour notre émancipation. La volonté de mettre fin à notre exploitation ne s'arrêtera pas en ce 2 mai ! Bien au contraire, la lutte se prolongera et s'intensifiera. La classe politique et l'élite économique peuvent s'inquiéter. Nous changerons les règles du jeu et entendons détruire leurs privilèges de classe, mettre à bas le capitalisme et la société polluante, patriarcale, coloniale et raciste qui le caractérise.

Leurs politiques répressives ne pourront tuer nos rêves d'une société plus juste et plus égalitaire. Au slogan conservateur « A travail égal, salaire égal! », nos bannières doivent opposer le mot d'ordre révolutionnaire « A bas le salariat! ». La lutte continue ! À bientôt, dans la rue.

